



C'est trop gros, l'heure est grave :

Les chômeurs sur les ronds-points, le Gilet jaune s'impose !

Le gouvernement veut nous déconnecter (de Pôle Emploi)

Connectons-nous avec les Gilets jaunes !

Nous n'espérons rien de bon de Monsieur Macron. Pure création de la ploutocratie globalisée, son orientation politique est explicitement celle d'un libéralisme cynique, d'un « tatcherisme » sadique. Suite à la Loi Pénicaud du 5 septembre 2018 de destruction de l'Assurance chômage, son décret d'application du 28 décembre 2018 durcit encore les sanctions envers les demandeurs d'emploi. La « lettre de cadrage » du Gouvernement en vue de la négociation d'une nouvelle Convention Unedic dépasse toutes les craintes les plus douloureuses. C'est trop, il est temps de réagir vigoureusement.

Examen des sanctions nouvelles contre les chômeurs. La presse unanime, même de droite, est un peu gênée, mal à l'aise avec cette répression impitoyable. Dans les faits, ce qu'il en coûtera aux chômeurs jugés « indisciplinés » par Pôle emploi, c'est du dur, du gros, du lourd... alors que les chiffres officiels nous apprennent que 6,5 millions de demandeurs d'emplois sont inscrits à Pôle emploi, et que moins de 43 % d'entre eux sont indemnisés, pour un montant moyen mensuel de 900 euros. Les radiés, découragés, qui sont près de 2 millions, survivent avec des petits boulots plus ou moins ubérisés. Nous assistons au retour de la « vie au jour le jour », quasi servage, innommable régression. En comptant les familles, près de 7 millions de personnes doivent, chaque mois, survivre avec des minima sociaux - 500 euros de RSA pour une personne seule, encore moins pour ceux qui ont une famille.

La disruption économique, conséquence de la révolution numérique, des investissements dans la robotique, les énormes gains de productivité dus à l'intelligence artificielle, vont conduire à l'émergence d'une masse croissante de surnuméraires, d'inutiles au monde. Les « experts », économistes libéraux, sociologues au service de la ploutocratie, savent les dangers de cette disruption en cours. Pour maintenir leurs privilèges, capter de copieuses prébendes, répression et punition des pauvres sont érigées en dogme.

Une simple absence à une convocation coûterait un mois sans allocation. En cas de recherches d'emploi jugées « insuffisantes » par Pôle emploi - innovation radicale - il ne s'agira plus d'une simple suspension des indemnités chômage, mais d'une suppression : un mois la première fois, deux mois la deuxième fois, 4 mois la troisième, avec une perte des droits. De plus, l'expérimentation d'un « carnet de bord numérique » va obliger les demandeurs d'emploi à rendre compte de leurs recherches d'emploi de façon mensuelle, et avec preuves à l'appui. Une surveillance informatique, « big brother » inquisitorial va être prochainement instituée, le jour et la nuit, le « quémendeur » sera incité à chercher par monts et par vaux l'emploi rare, pénible et fort mal payé. C'est la loi du marché qui s'impose à tous, impitoyablement.

Pour faire des économies, contenir le factice déficit, la solution « logique » consiste à affamer le chômeur. Qui, misérable, sans échappatoire, devra traverser la rue pour trouver un employeur lui consentant un salaire souvent inférieur au Smic mensuel. La notion de "salaire de référence" (définie comme le salaire antérieurement perçu par le demandeur d'emploi) est évacuée ; après 12 mois à Pôle emploi, l'offre raisonnable risque d'être fort basse...

Il est temps de se vêtir en jaune, de gagner les ronds-points, les « sans dents » doivent montrer les crocs. Il est temps de réagir vigoureusement, c'est une question de pouvoir d'achat, mais plus encore de dignité humaine.

AC! Agir ensemble contre le Chômage !

Jeudi 3 janvier 2019